

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 5 novembre 2018

Contre la vie chère, il faut augmenter les salaires !

Depuis plusieurs semaines, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu des patrons ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer !

La colère est légitime

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui n'augmentent pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse ; contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG ; contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL ; contre les loyers élevés ; contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie.

Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ? Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement.

Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes au titre des subventions et autres exonérations fiscales.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entre-

prises qui polluent, les constructeurs automobiles qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

Sur qui compter pour riposter ?

Aujourd'hui, c'est le patronat du transport qui est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose pour contrer les attaques qui se succèdent. C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent seulement les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il serait urgent qu'ils prennent l'initiative avec leurs propres revendications : avant tout l'augmentation générale des salaires et des pensions, et l'indexation des salaires sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la « baisse des cotisations », qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le gouvernement à son service.

3 équipes toutes ensemble contre la cadence

Mardi soir dernier, la quasi-totalité des salariés de l'équipe C du secteur des Portes a fait 2 heures de grèves pour réclamer une baisse de cadence et des effectifs supplémentaires. La veille c'était la 12 qui débrayait dans le même secteur et quelques jours auparavant la 22, pour les mêmes revendications.

L'équipe 22 a obtenu une diminution de cadence et 3 intérimaires en plus, les deux autres équipes ont bien raison de revendiquer la même chose.

Mettons tous les problèmes sur la table !

Les grévistes du secteur Portes de l'équipe C revendiquaient aussi 2 postes supplémentaires au Kitting Portes, 1 dimanche sur 2 par mois travaillé au maximum, l'arrêt des H+ en semaines, que les plannings des H+ soient annoncés au minimum 1 mois à l'avance et que cela ne change plus. Ils réclamaient de pouvoir être remplacés, que les briefings ne soient plus décalés en fonction des pannes mais qu'ils soient accolés à des pauses, ils exigeaient l'augmentation du salaire de base, la fin des menaces de renouvellement des avenants et la fin de l'overtime (travail pendant la pause)... Ils ont refusé ce mardi-là de faire le travail pendant la 2^e pause.

En exposant publiquement leurs exigences, ils se sont battus pour tous, bien au-delà de leur secteur.

C'est pas moi, c'est celui qui exécute mes ordres !...

En équipe 12, suite au débrayage, les contremaîtres ont prétendu que l'augmentation de cadence était de la responsabilité de la maintenance. N'en déplaise aux menteurs, la maintenance ne peut rien faire sans l'ordre expresse du RF et de la maîtrise.

Quand on n'assume pas ses propres ordres, qu'au moins on n'accuse pas les autres !

Avis de tempête

Ces 3 grèves au secteur Portes en quelques jours dans 3 équipes inquiètent la direction, cela a totalement ou partiellement bloqué le Montage, les chefs qu'elle envoie briser la grève ne travaillent pas assez bien pour assurer la production. C'est tout le Montage – et au-delà toute l'usine ! – qui souffre de sous-effectif et des séances obligatoires. Plus nous serons nombreux à contester la dictature de PSA plus nous pourrons améliorer nos conditions de travail.

La direction à l'école de la prudence ?

Pour novembre et décembre, la direction avait programmé plein de samedis et de dimanches, et des H+ en semaine. Suite aux grèves des portes, elle a déprogrammé les H+ en semaine de novembre, et les samedi 10 et dimanche 11. Confrontée à la vague de mécontentement dans l'usine, elle réfléchit un peu plus avant de faire faire des H+.

Il reste encore beaucoup de séances supplémentaires et nous sommes tous éreintés. Qu'ils ne nous demandent pas de remplacer en H+ les centaines de chômeurs que PSA devrait embaucher.

Plus c'est flou, plus je t'embrouille

La direction laisse dire que 2 séances sur 3 seront payées, mais quand on demande des explications précises aux chefs, personne ne comprend ce qu'ils racontent, pas même eux. PSA complique le mode de paiement des H+ pour camoufler l'arnaque ? On ne se laissera pas faire.

Des paroles aux actes...

Au B2, kitting GAV, le chef avait promis le renfort d'un salarié supplémentaire. Vu qu'il ne tenait pas sa promesse, jeudi dernier, les salariés de la 22 ont imposé que le RG vienne se justifier. Après 30 minutes d'explication directe, face à la colère, le RG a dû s'engager publiquement à faire venir un salarié à temps complet à partir du mardi 6 novembre.

Dans tous les secteurs il manque des effectifs, nous avons tous intérêt à réclamer des comptes à nos hiérarchies.

Docteur Maboul

La direction fait de la pub pour qu'on fasse 10 secondes d'étirement (et pas une de plus !) avant nos prises de poste pour éviter des problèmes musculaires. 10 secondes, c'est juste le temps de jouer à Kung Fu Panda. Elle distribue des questionnaires sur le sommeil pour faire croire qu'elle s'inquiète (alors qu'elle impose la semaine de 6 jours ou 6 nuits).

Au lieu de jouer au docteur, elle devrait nous laisser nos week-ends et augmenter nos salaires, ça irait déjà mieux.

Les patrons nous proposent la peste ou le choléra

Sous prétexte d'une nouvelle réduction des émissions des véhicules votée par l'Union Européenne, les patrons de l'automobile (PSA en tête) menacent de supprimer encore des dizaines de milliers d'emplois. Le groupe PSA n'a pas eu besoin de l'Europe pour supprimer plus de 25 000 emplois en près de 10 ans, et il n'était pas le dernier à faire truffer les tests aux normes écologiques dans ses centres techniques.

Les seules raisons des suppressions de postes, ce sont les profits ! Ce n'est pas nous qui décidons des normes de fabrications des véhicules, si les travailleurs dirigeaient la société, nous fabriquerions des véhicules adaptés, sans mettre des milliers d'ouvriers à la porte.

Mais si on fait confiance à nos patrons en matière de production ou d'écologie, on crévera bientôt tous de la surcharge, du chômage ou de la pollution.